

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article4024>

Galileo : Bruxelles met les industriels au pied du mur

- Technologie -



Date de mise en ligne : vendredi 23 mars 2007

Spyworld Actu

L'Union européenne va travailler sur des scénarios alternatifs, dont un financement exclusivement public.

« GALILEO est en crise ! » Au nom de l'Union européenne, le ministre allemand des transports, Wolfgang Tiefensee, a solennellement mis en garde les deux consortiums industriels chargés de diriger le projet européen de navigation par satellite, contre ses risques de déraillement. Réunis hier à Bruxelles, les vingt-sept pays membres ont donné aux huit entreprises imparties au projet jusqu'au 10 mai, afin de se doter d'une seule société de concession, établir la répartition de son capital et nommer un directeur général. Le tout doit permettre le déploiement et le financement de 32 satellites d'ici à 2026. Faute de respecter ces échéances, la Commission européenne sera amenée à proposer une modification de la configuration du projet.

Depuis la véritable mise sur orbite de ce projet, en juin 2005, censé concurrencer le GPS américain, les rivalités nationales et industrielles ont pris le dessus. Plutôt que de choisir un seul consortium lors de l'appel d'offres, la commission avait retenu les deux, espérant ensuite qu'ils se mettraient d'accord : d'une part iNavSat - composé de l'europpéen EADS, du français Thales et du britannique Inmarsat - et d'autre part Eurely - avec le français Alcatel, l'italien Finmeccanica et les espagnols AENA et Hispasat. Ce scénario vertueux ne s'est pas réalisé. « Maintenant qu'on est tous ensemble, cela complique les choses », explique un des partenaires qui reproche à Bruxelles son indécision passée. « Il existe un consensus entre eux pour ne pas se faire de concurrence », regrette pour sa part le ministre français des Transports, Dominique Perben.

Pris en otage

Par ailleurs, les industriels estiment être « pris en otage » par les revendications nationales des états membres. Ainsi, l'Espagne exige l'implantation d'un centre de contrôle sur son territoire. Surtout, ils jugent qu'une part trop importante du risque financier pèse sur leurs épaules. La phase de déploiement de 30 satellites, programmée pour après 2008, est prise en charge à 1/3 par le budget communautaire, et à 2/3 par le secteur privé (3,2 milliards d'euros au total, voire 3,4 milliards en raison des retards). « Les entreprises ont tendance à passer sous silence le fait qu'elles fabriquent à la fois les composants du projet et qu'elles en assurent l'exploitation, ce qui devrait les rassurer sur sa fiabilité », réplique une source communautaire.

Le coup de semonce adressé par les 27 pays de l'Union aux industriels a commencé à porter ses fruits. La création de la société de concession a été officialisée hier, permettant au ministre allemand de se déclarer « prudemment optimiste ». Bruxelles est néanmoins appelée à travailler sur des « scénarios alternatifs », allant de l'élaboration d'un nouvel appel d'offres à un financement exclusivement public de la construction du projet. La présidence allemande exclut les risques d'abandon de Galileo et minimise les possibles retards. Mais l'UE a bien l'intention d'éviter, avec ses satellites, une réédition de la crise d'Airbus pour l'aéronautique.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/economie/200...>